

26 mars 1971, Montréal

Dîner-bénéfice du Parti Libéral

Madame la Présidente,

Mes chers collègues ministres et députés, Mes chers amis.

Évidemment, la raison du retard, c'est incontestablement le succès sans précédent de ce dîner-bénéfice avec un nombre sans précédent d'invités et de supporters du Parti Libéral. Voilà la preuve éclatante de l'unité et de la force du Parti, ce dîner-bénéfice que nous avons ce soir.

Cette rencontre, évidemment, est due à un travail considérable de plusieurs mois. Je voudrais le signaler ici. Je sais ce que ça représente. Je sais ce que ça représentait lorsque nous étions dans l'Opposition, alors que nous avons des arguments peut-être un peu moins convaincants pour attirer autant de monde. Je voudrais ce soir rendre témoignage aux principaux responsables, nommément Jean Morissette et à, son équipe qui ont travaillé de façon considérable pour réussir cette rencontre. J'ai eu l'occasion tout à l'heure de me promener dans d'autres salles, que ce soit à la mezzanine ou au premier étage, et de rencontrer tous ceux qui n'ont pas pu être ici dans cette salle. J'aurais aimé rester, davantage, serrer la main de tous ces militants qui sont venus de toutes les régions du Québec. Est-ce qu'on peut trouver un gage plus certain de l'unité et de la force du Parti Libéral quand on voit des centaines et des milliers de militants faire plusieurs centaines de milles, que ce soit de la Côte-Nord, du Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi, des Cantons de l'Est, de la Mauricie, de la Gaspésie, de la région de Québec. Toutes les régions sont ici représentées ce soir à ce dîner-bénéfice. C'est extrêmement encourageant pour le Chef du Parti de voir autant de monde venu de toutes les régions. Je voudrais pouvoir serrer la main de tous et de chacun pour les remercier bien chaleureusement de l'effort qu'ils font pour venir manifester leur appui au Chef du Parti.

Mesdames, messieurs, mes chers amis, comment ne pas être fier d'être le Chef du Parti Libéral quand on voit une telle manifestation de solidarité et d'unité dans le Parti. C'est ça, le Parti Libéral. C'est un exemple pour tous les partis du Québec et du Canada.

I want to thank very warmly our English-speaking friends. I know that they contribute to this tremendous success. And it is with such a spirit that we could build and that we will keep a strong and united party.

Mes chers amis, j'ai choisi ce soir de vous parler de quelques problèmes d'actualité. J'ai eu l'occasion, il y a quelques semaines, dans le discours inaugural, de donner les grandes orientations du Parti Libéral et du gouvernement que je dirige pour la prochaine année. Si nous voulons parler de sujets d'actualité, nous allons évidemment parler du budget présenté hier. Un budget sans taxes, le deuxième budget sans taxes du gouvernement. Un budget présenté par le ministre des Finances et député de Jean Talon, Raymond Garneau, un autre

jeune qui sait compter dans l'équipe du Parti Libéral. Deux ans en ligne que nous avons un budget sans taxes. Ce n'est pas arrivé souvent, même avec nous autres quand on était au pouvoir. Souvenez-vous! Souvenez -vous du gouvernement de l'Union Nationale: Lorsqu'ils ont pris le pouvoir en 1966, c'est à coups de \$100 et de \$150 millions d'augmentation d'impôts qu'ils y sont allés sur les contribuables québécois.

Mes chers amis, on vous avait promis une administration efficace. On vous avait promis une administration qui réduirait les dépenses inutiles. On vous avait promis que les impôts étaient à leur maximum, qu'on ne pouvait pas taxer davantage les Québécois dans le contexte eu nous vivons. On a livré la marchandise depuis que nous sommes au pouvoir! Nous constatons que la situation n'était pourtant pas facile! Elle n'était pas facile, dans le contexte où nous avons pris le pouvoir, avec les dépenses de toutes sortes qui avaient été annoncées par l'ancien gouvernement et qui n'avaient pas été prévues dans le budget. On pourrait en donner un très grand nombre d'exemples. Nous avons quand même réussi pour l'année 1970-71 à diminuer le déficit de \$231 millions à \$195 millions. Avec une situation difficile! J'entendais les commentaires des chefs syndicaux, les commentaires de patrons. C'est la première fois, ou l'une des premières fois, que les patrons et les chefs syndicaux sont d'accord en disant que c'est un beau budget qu'on a présenté hier. Ça, c'est un signe de la valeur du budget. Non seulement on a réduit les dépenses inutiles, mais on a financé toute une série de promesses qui avaient été faites dans l'état de panique de l'ancien gouvernement, quand il sentait le pouvoir lui glisser sous les pieds. Ils avaient fait toutes sortes de promesses qu'il a fallu honorer. Nous avons payé \$7.5 millions à la Communauté urbaine de Montréal, \$11 millions pour Terre des Hommes. Nous avons accru les subventions pour les loisirs. Nous avons payé les arrérages de dettes pour plusieurs hôpitaux pour \$32 millions. Nous avons augmenté de \$40 millions les prestations faites en vertu de la loi de l'aide sociale. Nous avons amorcé un programme de \$100 millions pour les immobilisations. Nous pourrions énumérer tout ce qui a été fait. Tout cela, nous l'avons fait sans augmenter les impôts et en recourant pour cette année auprès des marchés financiers ordinaires pour à peu près la même somme d'emprunts que l'année dernière. En 1971-72, nous voulons poursuivre les mêmes buts, l'assainissement des dépenses, moins de dépenses inutiles, le rattrapage de dépenses qui ont été faites ou de dettes qui sont dues.

On prévoit, par exemple, \$50 millions pour les commissions scolaires en plus de toutes les subventions d'équilibre budgétaires qui sont normales. On va allouer \$50 millions de plus pour payer les anciennes dettes. C'est ça, l'assainissement des finances publiques! L'autre objectif de ce budget est la relance économique: 60% d'augmentation pour le ministère de l'Industrie et du Commerce, 30% d'augmentation pour les immobilisations. Tout cela, sans aggraver le fardeau fiscal des contribuables.

Mes chers amis, nous allons poursuivre, quelles que soient les critiques, ces objectifs.

Nous avons entendu, hier, quelques critiques des partis d'opposition. Ce n'est pas mon intention de m'attarder longtemps sur ces critiques. Vous avez le critique financier du Crédit Social qui a vu des taxes là où il n'y en avait pas. On a essayé de lui expliquer, il

n'a rien compris. Mes chers amis, nous avons décidé, c'est vrai, de taxer les CEGEP et les universités, mais c'est une chose dont j'avais parlé à de nombreuses reprises durant la campagne électorale. Ça ne veut pas dire des taxes additionnelles pour les contribuables! Ça veut dire qu'on peut aller chercher de l'argent auprès du gouvernement fédéral sans même lui demander la permission. C'est ça le fédéralisme pour nous. Ils n'ont rien compris le Crédit Social! Ils voyaient une taxe là-dedans, sans se rendre compte que c'était aller chercher de l'argent du gouvernement fédéral sans augmenter les impôts.

Quant à la critique du Parti Québécois, comment la prendre au sérieux. On se souvient de leur promesse de réduire les impôts de \$1 milliard. C'est ce qu'ils avaient promis durant la campagne électorale dans des programmes et dans des journaux distribués en couleur dans toute la province par eux autres qui sont supposés être tellement pauvres! En couleur. \$1 milliard de réductions de taxes qu'ils ont promis: l'abolition de la taxe de vente sur les objets nécessaires, l'abolition de l'impôt foncier scolaire. Qu'ils prennent leurs crayons et calculent pour voir ce que ça veut dire. C'est la promesse la plus irresponsable jamais faite par un parti démocratique dans aucune province!

Mes chers amis, quand on regarde le programme du Parti Québécois, on voit jusqu'à quel point il y a de la démagogie indécente qui discrédite ce parti pour longtemps. C'est eux qui disent qu'ils vont amener un nouvel esprit dans la vie politique, qu'ils vont essayer de renouveler la vie politique. Ils utilisent des vieux trucs que même Duplessis, Taschereau et Gouin n'auraient pas osé utiliser: réduire les taxes de \$1 milliard! La meilleure façon de démasquer le Parti Québécois est de lire attentivement leur programme. Si nous lisons leur programme, nous voyons ce qu'ils promettaient. Ils veulent donner des leçons aux autres partis sur la participation des militants. Qu'est-ce qui est arrivé au dernier congrès? Le témoignage le plus éloquent qu'on pouvait voir du manque de respect de la discussion démocratique, quelle était l'attitude des leaders? Il y en a un qui dit: « Je démissionne si vous nommez l'espion; » Il y en a un autre qui dit: « Je démissionne si vous votez telle résolution. » C'est ça, la participation démocratique des militants'. C'est ça, la liberté de discussion! Un chantage des leaders sur plusieurs points. Nous n'avons pas besoin de recourir à de tels moyens, nous, lorsque nous avons nos congrès, lorsque nous discutons entre militants. Les chefs et les dirigeants ne sont pas obligés de menacer de démissionner pour faire adopter ou refuser des résolutions. Nous avons une véritable liberté de discussion et qui se poursuivra parce que c'est ça qui fait la force du Parti Libéral.

Vous savez que notre priorité est, demeure, et restera la lutte au sous-emploi. Le budget est le premier moyen au service du gouvernement du Québec. Il y a aussi d'autres moyens d'action. Aujourd'hui, nous avons rendu publics à Québec de nouveaux outils que nous voulons mettre à la disposition du gouvernement du Québec pour relancer l'économie, à savoir la Société de développement industriel. Également, une loi pour modifier et accroître les avantages fiscaux. Ces lois remplacent celles qui venaient à échéance à la fin du mois. Nous avons là des moyens plus flexibles et qui vont éviter du gaspillage de fonds publics. Des moyens qui, il est vrai, donnent de la discrétion au ministre responsable. Mais c'est en toute sécurité que les Québécois peuvent faire confiance au ministre de l'Industrie et du

Commerce Gérard-D. Lévesque. C'est en toute sécurité qu'ils peuvent avoir confiance en sa compétence, en son esprit de travail et en son expérience.

Mes chers amis, avec cette flexibilité et cette sélectivité, nous pourrions accroître davantage les moyens d'action du gouvernement. Nous voulons essayer d'utiliser au maximum ce que nous avons, remplacer par exemple des subventions par des prêts, des prêts qui pourront être donnés dans certains cas aux régions qui en ont le plus besoin. Des prêts qui pourront n'être pas remboursables s'il y avait des objectifs qui étaient réalisés. Si l'objectif d'efficacité ou de création de nouveaux emplois était réalisé, il serait possible en vertu de cette loi de rembourser seulement une partie des prêts. Ce sont des innovations pour le Québec qui vont permettre pour le contribuable d'être assuré qu'avec les fonds qu'il donne et qu'il doit faire au gouvernement du Québec, on les utilise au maximum, alors que depuis trois ans on donnait toutes sortes d'avantages fiscaux même à ceux qui avaient décidé d'investir et qui réduisaient pour autant les possibilités pour le gouvernement du Québec d'agir pour la relance économique. Ça, c'est un moyen. Le budget que nous avons présenté, la Société de développement industriel, les incitations fiscales, il y a aussi les investissements étrangers. On connaît les efforts considérables que j'ai faits, que le gouvernement a faits pour stimuler les investissements étrangers. Mais au moins on peut dire que ces efforts-là, qu'ils soient pour les investissements étrangers ou locaux ont porté fruit. L'importance de ce succès, on n'a qu'à le constater en mesurant ce qui existait auparavant. On a quand même réussi à débloquer des investissements de plusieurs centaines de millions: Québec Cartier, \$300 millions; Iron Ore, \$200 millions; Noranda Mines, \$125 millions; Falconbridge, \$60 millions, etc. Et ce n'est pas fini.

Qu'est-ce qui se faisait avant? L'Union Nationale, en tout propos et en toute occasion, invoquait l'investissement de Golden Eagle. Golden Eagle par-ci, Golden Eagle par-là! Tant mieux! Mais c'était 300 nouveaux emplois, alors que les investissements que nous avons réussi à annoncer, à débloquer depuis quelques mois signifient plusieurs milliers de nouveaux emplois.

On essaie d'atténuer les avantages de ces investissements. On critique le voyage que j'ai fait à New York. Je suis allé à New York. J'y étais allé au mois d'octobre. Et j'y retournerai. Et je retournerai ailleurs s'il le faut à moins qu'on me prouve qu'il y a d'autres choix pour les Québécois de faire face au chômage. Quelles sont les alternatives? J'aime encore mieux, mes chers amis, que les talents québécois développent le Québec avec l'aide de l'étranger que, faute de débouchés chez eux, les talents québécois s'expatrient pour développer les pays étrangers. C'est ça le choix auquel nous avons à faire face.

Le gouvernement du Québec a choisi de concentrer ses énergies sur la réduction du sous-emploi. Cette priorité, qui n'est pas la plus facile, comporte peut-être certains risques. Mais elle est vitale au bien-être des Québécois. Elle sera maintenue coûte que coûte quelles que soient les critiques. Ce sera au peuple du Québec de juger en temps et lieux si nous avons eu tort ou raison. Mais j'ai déjà l'impression que les Québécois renverront dos à dos tous ceux qui ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre qu'un peuple économiquement

faible peut toujours avoir un passé, mais qu'il n'aura jamais d'avenir. Mes chers amis, si nous considérons les alternatives et les autres choix qui nous sont offerts, où trouver l'argent qui ne viendrait pas sous forme d'investissements étrangers? Est-ce que les Québécois sont prêts à accepter un plus grand nombre de chômeurs? Est-ce qu'ils sont prêts à accepter les hausses de taxes? Est-ce qu'ils sont prêts à accepter le départ de nos talents pour l'étranger? Nous ne voulons pas dire que nous acceptons inconditionnellement tous ces investissements! Mais leur besoin est évident. Je suis convaincu que la population du Québec est derrière moi lorsque je fais tous ces efforts pour attirer ces investissements. Est-ce que la population de la Côte-Nord est contre l'investissement de Québec Cartier ou Iron Ore? Est-ce que la population de la Mauricie est contre l'investissement de Falconbridge? Est-ce que la population des Cantons de l'Est est contre l'investissement d'I.B.M.? Est-ce que la population de la Gaspésie est contre l'investissement de Noranda Mines? Non, mes chers amis: Nous avons dans cet objectif l'appui de la population du Québec.

Le choix est clair: ou nous acceptons de perdre l'une des principales richesses que nous avons et qui est cette jeunesse que nous avons formée à coups de sacrifices financiers considérables, que nous la perdions pour nos concurrents, ou bien nous essayons de convaincre, comme j'essaie de le faire, les investisseurs étrangers de venir au Québec. Si nous examinons d'autres leviers de pouvoirs de l'économie, il y a l'action du gouvernement fédéral. Il y a deux attitudes possibles pour le gouvernement du Québec: on peut se croiser les bras comme certains gouvernements faisaient dans le passé et jouer les Ponce Pilate, dire: « Le chômage, c'est la faute du fédéral: » C'est vrai que le gouvernement fédéral a une responsabilité importante dans les politiques économiques. Mais, nous n'avons pas choisi, nous, cet alibi, ou cette excuse ou cette explication; nous n'avons pas choisi de jouer à Ponce Pilate. Nous avons choisi d'essayer d'influencer la politique fédérale dans le sens des priorités et des besoins du Québec. Nous avons adopté cette attitude positive, qui a donné des résultats.

Nous avons fait modifier la politique minière du gouvernement fédéral. Nous avons obtenu des concessions fiscales à Winnipeg qui nous ont permis de ne pas hausser les impôts. Nous avons obtenu une partie de ce que nous demandions avec la caisse d'aide conjoncturelle, en présentant tous les arguments pour cette caisse, et favoriser la croissance économique dans les régions où il y a le plus de chômage. Nous avons obtenu, dans les ententes spéciales, des sommes substantielles pour le Québec. On annonçait hier, justement, que pour la région de Québec, Trois-Rivières, Sept-Îles et Montréal, il y avait une augmentation de 50%, de \$65 millions à \$100 millions d'investissements du gouvernement fédéral pour ces régions. Ça, ce sont des résultats concrets. Dans les 21, 000 nouveaux emplois qui auront été créés par le ministère de M. Jean Marchand, 9, 500 au Québec. Et je pense qu'il est normal de rendre hommage à Jean Marchand, ministre de l'Expansion économique régionale. Voilà un ministre du Québec qui nous aide à Ottawa.

We want to go ahead. We criticize the White Paper. We are against the integration of Personal Income Tax and Corporation Income Tax because we believe that this is the worst time for Canada, with the lowest rate of inflation, and one of the highest rate of unemployment, to have these recommendations applied in the present context. And we are convinced that the Federal Government will take into consideration what is proposed by the Quebec Government and by other governments in Canada in order to change its view about the White Paper and to take into account that at the present time we have to encourage investment substantially.

Ces discussions avec le Gouvernement fédéral se font et doivent se faire dans le respect des juridictions. Nous sommes conscients des nécessités de ce respect fondamental de nos juridictions. Nous sommes également persuadés, convaincus, qu'il faut un nouveau partage des pouvoirs. Nous l'avons exprimé à deux reprises à la conférence du mois de septembre et à la dernière conférence. Nous nous rendrons dans quelques semaines à Victoria à une prochaine conférence constitutionnelle en faisant une distinction bien nette entre le fédéralisme rentable et le centralisme même s'il était rentable. Autant nous sommes prêts à travailler et à faire en sorte que le fédéralisme soit rentable pour le Québec, autant nous sommes convaincus que jamais nous ne pourrions accepter le centralisme, même s'il était rentable. C'est ça qui est la position du gouvernement du Québec actuel. Car la rentabilité ne pourrait être qu'apparente. Quand on connaît l'importance, la nécessité de cette décentralisation pour un pays comme le Canada; il y a le facteur culturel qui est propre au Québec; il y a également des facteurs économiques qui invitent et justifient une telle décentralisation pour d'autres régions du Canada.

Mes chers amis, comme vous voyez, l'action du Gouvernement du Québec, comme je l'avais dit lorsque j'ai été élu chef du Parti et chef du gouvernement, est orientée vers une réduction du chômage. Le chômage est encore trop élevé, c'est clair. Il n'y a pas un homme politique, je puis le dire en toute franchise et en toute honnêteté, qui est plus conscient de la nécessité et de l'urgence de combattre le chômage, de le réduire. J'en étais conscient lors de mon élection comme député. Je l'étais comme chef du Parti, comme chef du gouvernement. Et la principale partie de mes énergies est affectée à cette réduction du chômage. 10% est un chiffre élevé. Admettons quand même qu'il y a d'autres régions du Québec où le chiffre est plus élevé. Mais on avait prédit combien pour cet hiver? Vous souvenez-vous après la crise que nous avons connue en octobre? Certains de nos adversaires politiques prédisaient 15% de chômeurs. Ils en parlaient souvent et en toute occasion: « Il va y avoir 15% de chômeurs: » On aurait dit qu'ils se frottaient les mains en disant qu'il y aurait 15% de chômeurs. Il y en a 10%. Et je pense que l'action du gouvernement du Québec depuis 6 mois a été un élément important pour réduire cette hausse du chômage que connaît l'Amérique du Nord et toutes les régions du Canada. Au moins, notre action aura contribué à le garder dans certaines limites. D'ailleurs, des statistiques qui deviennent publiques ces jours-ci révèlent, par rapport à l'an dernier, une hausse importante de la création de nouveaux emplois.

Mes chers amis, j'aurai l'occasion, en d'autres circonstances, de décrire ce que le gouvernement du Québec a fait dans la politique sociale, dans la politique culturelle, dans

la politique de loisirs, dans le secteur de l'éducation. Près d'une centaine de projets de loi depuis les 10 mois que nous sommes au pouvoir ont été soit adoptés, soit déposés pour moderniser l'appareil gouvernemental du Québec. Nous pourrions énumérer également toutes les mesures législatives très nombreuses qui ont été adoptées par ce gouvernement. Qu'on prenne les 10 premiers mois de notre administration et qu'on compare ces 10 premiers mois de notre administration avec n'importe quel gouvernement antérieur. Nous avons fait beaucoup plus que n'importe qui pour la population du Québec. La population du Québec le réalise, et les militants libéraux le comprennent aussi. Je suis prêt à montrer le bilan de ce que nous avons fait et à le comparer avec celui de n'importe quel gouvernement, et pourtant, nous avons obtenu ces réalisations à travers des crises successives dont vous êtes au courant.

La confiance que la population du Québec a mise dans ce Cabinet, le plus jeune de l'histoire du Québec, je crois qu'elle était méritée. Après 10 mois de pouvoir, le Québec peut être convaincu que l'équipe qui le dirige actuellement a une nouvelle assurance et une nouvelle confiance encore plus forte que celle qu'il avait au début, lorsque nous avons pris le pouvoir, parce que nous avons subi le test de l'action. Et je pense que nous avons subi ce test de l'action, dans des circonstances extrêmement difficiles; de plus, nous avons subi ce test de façon positive. Cette action-là nous a renforcés et nous a déterminés plus que jamais à faire face à cette tâche exaltante de bâtir un nouveau Québec. Pour bâtir ce nouveau Québec, il faut l'appui de vous tous, l'appui de tous les libéraux. Ce soir, nous avons une preuve éclatante de ce support, de cet appui, de cette solidarité et de cette force du gouvernement libéral était de gouverner ensemble. C'est en gouvernant ensemble que nous aurons la condition et la voie de la réussite du Québec. Merci beaucoup!